

# Les comptes de la Nation en 2005

## Dynamisme de la consommation et de l'investissement, ralentissement de la consommation publique

Adrien Friez, Hélène Poncet, département des Comptes nationaux, Insee

**E**n 2005, malgré le redémarrage de la croissance en milieu d'année, le produit intérieur brut s'accroît en moyenne annuelle de 1,2 % en volume, après 2,3 % en 2004 et 1,1 % en 2003. La croissance a en effet été nettement plus forte au second semestre qu'au premier (voir *Informations Rapides* sur les comptes trimestriels publié ce même jour). Le solde extérieur continue de freiner l'activité et les dépenses des administrations publiques décèlent nettement. En revanche, la consommation des ménages reste dynamique et l'investissement accélère. Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages ralentit et leur taux d'épargne diminue de près d'un point. Le taux de marge des sociétés non financières se contracte. Le déficit public se réduit, sous l'effet d'une hausse des prélèvements obligatoires et d'un ralentissement des dépenses publiques.

En 2005, en moyenne annuelle, la production s'affaiblit dans la plupart des branches d'activité. Elle diminue dans l'agriculture, après une bonne année 2004. Elle ralentit fortement dans les biens manufacturés, en particulier dans l'habillement-textile et l'automobile. Elle ralentit dans les produits énergétiques et les transports, ainsi que dans les services principalement non marchands. À l'inverse, la construction et les activités financières accélèrent, de même que les services aux entreprises et aux particuliers. Au total, la production s'accroît de 1,2 %, après 2,4 % en 2004.

Le mouvement des stocks, favorable à l'activité en 2004 (contribution de 0,6 point à la croissance), a pris fin en 2005. En particulier, la filière agricole déstocke en 2005, après avoir reconstitué des stocks en 2004 à la suite de la

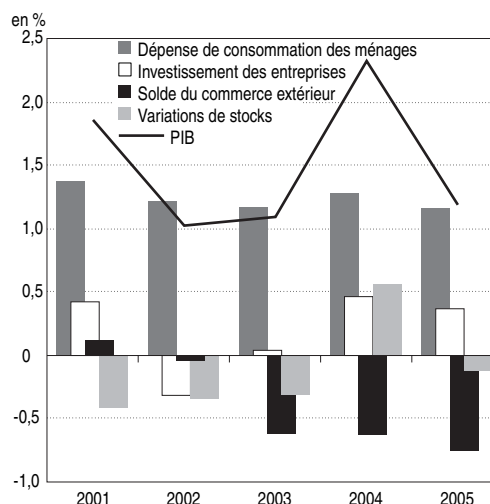
pénurie céréalière liée à la canicule de 2003. Le stockage ralentit nettement dans l'automobile. Il avait fortement augmenté l'année précédente, la production française s'étant ajustée avec retard à une pénétration accrue du marché intérieur par la concurrence étrangère.

### Le solde extérieur se creuse

Dans un environnement international toujours porteur, les exportations restent dynamiques en 2005 (+ 3,1 % après + 3,9 % en volume). Ce dynamisme est toutefois nettement inférieur à celui des importations (+ 6,1 % après + 6,6 % en volume). De ce fait, le solde du commerce extérieur pèse encore davantage qu'en 2003 et 2004 sur la croissance, avec une contribution de - 0,8 point, contre - 0,6 les deux années précédentes (*tableau 1*).

Les importations accélèrent dans l'agriculture, dans le textile et dans l'équipement du foyer, ainsi que dans les biens d'équipement ; elles ralentissent nettement dans l'automobile et les biens intermédiaires. Elles progressent au même rythme que l'année précédente dans l'énergie. Elles diminuent dans les services aux particuliers alors qu'elles avaient progressé en

### ① Contributions à la croissance du PIB



Source : Comptes nationaux, base 2000, Insee.

2004. Inversement, dans les services aux entreprises, elles progressent alors qu'elles avaient reculé en 2004.

Les exportations agricoles se redressent après la baisse de l'an passé, contribuant ainsi à réduire les stocks de l'agriculture. Les exportations de biens manufacturés ralentissent ; en particulier, les exportations d'automobiles diminuent. Les exportations d'énergie

augmentent fortement. Celles de services accélèrent, principalement sous l'impulsion des services aux entreprises.

En valeur, les échanges de biens et services avec le reste du monde sont déficitaires pour la première fois depuis 1991. Les échanges de biens sont la principale source de cette dégradation. En particulier, la facture énergétique s'alourdit notablement : 37,4 milliards en 2005

contre 27,8 milliards en 2004, sous l'effet d'une forte augmentation des prix (plus de 30 %), qui pousse à la hausse le prix de l'ensemble des importations (+ 3,1 %). L'excédent des échanges de services se réduit ; hors tourisme, il devient déficitaire, alors que l'excédent touristique lui-même se contracte.

### Pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages

Le revenu disponible des ménages (RDB) désigne la masse des revenus perçus par l'ensemble des ménages nette des impôts et cotisations qu'ils payent, et non pas le revenu de chaque ménage. L'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages est une grandeur macroéconomique qui rapporte l'évolution de cette masse de revenus au déflateur de la dépense de consommation des ménages.

Le prix de la dépense de consommation des ménages utilisé diffère légèrement de l'indice des prix à la consommation. Il inclut notamment des dépenses non prises en compte dans l'indice, telles que les loyers imputés aux ménages propriétaires de leur logement (57 % des ménages) et les services d'intermédiation financière indirectement mesurés. Cette année, l'indice du déflateur de la dépense de consommation dans les comptes annuels (bruts, volumes aux prix de l'année précédente) est supérieur de 0,2 point à l'indice des prix à la consommation (+ 2,0 % contre + 1,8 %), en particulier en raison de la forte progression du prix des loyers. En

revanche, il est en ligne avec ce même indice dans les comptes trimestriels (corrigés des jours ouvrables, volumes aux prix de l'année 2000), si bien que la progression du pouvoir d'achat y apparaît supérieure de 0,2 point par rapport aux comptes annuels (voir les *Informations Rapides, Premiers Résultats* du premier trimestre de 2006, publiés ce même jour). Par rapport aux données déjà publiées par l'Insee pour les années 2003 et 2004 (publication du 20 mai 2005 des comptes de la Nation), la progression du pouvoir d'achat du RDB est revue à la hausse de 0,5 et 0,8 point en 2003 et 2004 (données brutes, volumes aux prix de l'année précédente). Le 31 mars dernier, les comptes trimestriels (données corrigées des jours ouvrables, volumes aux prix de l'année 2000) ont fourni une première estimation du pouvoir d'achat sur 2005 (*Informations Rapides, Résultats détaillés* du quatrième trimestre de 2005). Cette estimation est révisée à la baisse de 0,6 point dans l'*Informations Rapides* de ce jour (les estimations des comptes trimestriels sur 2003 et 2004 sont révisées à la hausse de 0,6 et 0,9 point).

### La progression de la dépense de consommation des ménages reste solide

La dépense de consommation des ménages reste sur un rythme de progression solide de + 2,1 % (après + 2,3 % en 2004 et 2,2 % en 2003). Elle demeure le principal moteur de la croissance (*graphique 1*). Le ralentissement concerne toutes les grandes familles de produits, à l'exception des biens agro-alimentaires. Dans les produits énergétiques, la consommation est en diminution.

La dépense de consommation des administrations publiques ralentit plus franchement. La partie dite individualisable de cette dépense continue de décélérer (+ 1,7 %, après + 2,2 % en 2004 et + 2,7 % en 2003), en particulier sous l'effet du ralentissement des dépenses de santé et d'action sociale. La partie dite collective est stable en volume alors qu'elle progressait sensiblement l'année précédente (- 0,2 % en 2005 après + 2,4 % en 2004).

### L'investissement accélère

L'investissement accélère en 2005 (+ 3,6 % après + 3,0 %) et vient soutenir la croissance à hauteur de 0,7 point. Il s'agit de la contribution la plus forte depuis 2000. Cette accélération s'explique par celle de l'investissement des administrations publiques en construction, mais également en biens d'équipement électriques et électroniques. L'investissement des entreprises (3,6 %) comme celui des ménages (4,1 %) restent dynamiques.

### Le pouvoir d'achat des ménages ralentit

Le revenu disponible brut des ménages progresse de 3,1 % en 2005 après 4,1 % en 2004 (*tableau 2*). Les prix de la dépense de consommation croissent de

## 1 Le PIB et les opérations sur biens et services

prix courants, en % et milliards d'euros

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente en %			2005		
	2003	2004	2005	Prix 2005/2004 en %	Valeur 2005 (milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>1,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>	<b>1 710,0</b>	<b>1,2</b>
Importations	1,1	6,6	6,1	3,1	462,6	- 1,5
<b>Total des emplois finals</b>	<b>1,1</b>	<b>3,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>2 172,6</b>	<b>2,7</b>
Consommation effective des ménages dont dépense de consommation :	2,2	2,3	1,9	2,0	1 240,6	1,4
des ménages	2,2	2,3	2,1	2,0	953,3	1,2
individualisable des administrations	2,7	2,2	1,7	1,9	264,6	0,3
Consommation effective des administrations publiques	0,7	2,4	- 0,2	2,0	141,0	0,0
Formation brute de capital fixe dont :	2,2	3,0	3,6	2,1	336,6	0,7
entreprises non financières	0,4	4,7	3,6	1,2	176,5	0,4
ménages	2,2	4,0	4,1	3,0	93,1	0,2
administrations publiques	5,9	2,8	3,5	3,4	55,5	0,1
Variations de stocks ( <i>contribution à la croissance</i> )	- 0,3	0,6	- 0,1	-	8,1	- 0,1
Exportations	- 1,2	3,9	3,1	1,4	446,3	0,8

Source : Comptes nationaux, base 2000, Insee.

2,0 % (+ 1,9 % en 2004 et + 1,8 % en 2003), tirés par les prix des produits énergétiques et les loyers. Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages (*encadré 1*) ralentit, progressant de 1,1 % après + 2,2 % en 2004 et + 0,9 % en 2003 (ces chiffres font l'objet de révisions, voir *encadré 2*).

La masse salariale brute versée aux ménages progresse moins vite qu'en 2004 (+ 3,0 % après + 3,5 %) malgré une dynamique un peu plus favorable de l'emploi et le maintien de la durée du travail. Le salaire moyen par tête ralentit en dépit de la dernière hausse du Smic visant à réunifier les salaires minimums mensuels. La masse des rémunérations versées par les entreprises et celle des administrations publiques évoluent de façon proche (+ 2,9 % et + 3,0 %) en 2005 alors que celle des administrations publiques avait fait preuve d'une relative modération en 2004 (+ 2,4 % contre + 3,6 %). Le revenu mixte des ménages, provenant essentiellement de celui des entreprises individuelles, ralentit très nettement (+ 0,5 % après + 2,2 %) ; le revenu des exploitants agricoles est en particulier mal orienté.

Les revenus du patrimoine (qui comprennent les loyers perçus) demeurent très dynamiques : ils progressent de 6,1 % après + 5,9 % en 2004 grâce, en particulier, au maintien d'une forte évolution des loyers (+ 7,0 % nets de taxe foncière après + 6,7 %) et à la croissance des dividendes reçus des entreprises (+ 8,6 %).

La progression du revenu disponible est freinée en 2005 par la hausse des prélèvements. Les cotisations sociales payées par les salariés et les non-salariés augmentent nettement, de même que les impôts versés par les ménages. L'impôt sur le revenu augmente de 5,5 %, en liaison avec la progression des revenus de 2004. La CSG progresse de 7,5 %, en lien avec la réforme de l'assurance maladie.

Avec un revenu en ralentissement et une consommation restée dynamique, le taux d'épargne des ménages s'inscrit en retrait en 2005 ; il s'établit à 14,9 %, contre 15,8 % en 2004. La moindre épargne disponible n'empêche pas les ménages d'investir massivement en logement. Le recul du taux d'épargne financière s'en trouve accentué (4,8 % contre 5,9 % en 2004 et 6,7 % en 2003).

## 2 Principaux éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants, en milliards d'euros ou le cas échéant en %

	Évolution en % (sauf italiques)			en Mds €
	2003	2004	2005	2005
<b>Produit intérieur brut dont :</b>	<b>3,0</b>	<b>4,0</b>	<b>3,1</b>	<b>1 710,0</b>
valeur ajoutée au prix de base	3,0	3,8	2,8	1 531,3
impôts sur les produits nets de subventions sur les produits <sup>1</sup>	2,6	6,1	5,3	178,8
<b>Valeur ajoutée brute par secteurs</b>				
Valeur ajoutée des entreprises	2,8	3,6	2,1	1 064,5
sociétés non financières	3,0	3,7	2,4	858,2
entreprises individuelles	- 0,4	3,4	0,4	133,8
sociétés financières	6,7	2,5	1,6	72,6
Valeur ajoutée des administrations publiques	3,3	3,0	3,2	274,2
<b>Éléments du partage de la valeur ajoutée</b>				
Rémunération des salariés des entreprises	2,8	3,6	2,9	630,2
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	3,2	2,9	0,2	392,5
Rémunération des salariés des administrations	3,4	2,4	3,0	227,4
<b>Sociétés non financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	3,9	3,4	0,4	259,6
Revenus de la propriété nets versés	4,7	12,6	2,6	87,5
Épargne brute	7,8	- 5,7	- 4,6	114,9
Formation brute de capital fixe	0,0	6,3	5,1	164,0
Variation s de stocks	- 1,5	3,3	6,5	6,5
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (milliards)	- 17,5	- 28,3	- 52,0	- 52,0
Taux de marge <sup>2</sup>	31,0	30,9	30,2	30,2
Taux d'autofinancement <sup>3</sup>	87,0	77,2	70,1	70,1
<b>Sociétés financières</b>				
Excédent brut d'exploitation	12,8	0,8	- 2,5	25,2
Formation brute de capital fixe	13,7	- 20,1	0,6	10,0
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (milliards)	9,8	13,6	11,9	11,9
<b>Ménages (y compris entreprises individuelles)</b>				
Excédent brut d'exploitation <sup>4</sup>	4,6	6,7	7,0	142,5
Revenu mixte	- 0,3	2,2	0,5	112,2
Salaires bruts reçus	2,5	3,5	3,0	660,6
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature <sup>5</sup>	4,1	4,0	3,9	336,6
Revenus de la propriété nets reçus	3,9	4,9	5,1	114,2
Impôts courants et cotisations effectives à la charge des ménages	3,4	3,0	5,8	263,2
Revenu disponible brut	2,8	4,1	3,1	1 120,0
Dépense de consommation finale	4,0	4,2	4,1	953,3
Épargne brute	- 3,4	3,6	- 2,6	166,7
Formation brute de capital fixe	5,5	9,8	6,5	105,7
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (milliards)	69,6	64,5	53,3	53,3
Taux d'épargne <sup>6</sup>	15,8	15,8	14,9	14,9
Taux d'épargne financière <sup>7</sup>	6,7	5,9	4,8	4,8
<b>Administrations publiques</b>				
Total des impôts	1,6	6,1	5,4	469,7
Cotisations sociales effectives	3,8	3,1	4,4	279,7
Prestations sociales et autres transferts sociaux en nature versés	4,9	4,2	4,2	570,1
Dépense de consommation collective <sup>8</sup>	2,2	4,2	1,8	141,0
Subventions et aides à l'investissement versées	1,6	3,2	1,4	53,6
Formation brute de capital fixe	8,1	5,7	7,1	55,5
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (milliards)	- 66,8	- 61,0	- 50,0	- 50,0
État	- 62,2	- 52,8	- 51,8	- 51,8
Organismes divers d'administration centrale	4,8	10,0	7,4	7,4
Administrations publiques locales	0,5	- 2,3	- 1,8	- 1,8
Administrations de sécurité sociale (y compris hôpitaux)	- 10,0	- 15,9	- 3,8	- 3,8
<b>Relations avec le Reste du monde</b>				
Exportations de biens (FAB)	- 2,5	5,5	4,6	357,3
Importations de biens (FAB)	- 0,8	8,2	9,7	381,5
Exportations de services - importations de services (milliards)	13,7	10,2	7,8	7,8
Solde des opérations de répartition avec le reste du monde (milliards)	- 20,0	- 13,8	- 18,9	- 18,9
<b>Capacité (+) / Besoin (-) de financement de la Nation (milliards)</b>	<b>- 3,9</b>	<b>- 9,7</b>	<b>- 35,2</b>	<b>- 35,2</b>

1. Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et les autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs et alcools...).
2. Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute en %.
3. Épargne brute / formation brute de capital fixe en %.
4. Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. des loyers fictifs des propriétaires versés à eux-mêmes.
5. Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement les prestations sociales en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RMI).
6. Épargne brute / revenu disponible brut.
7. Capacité de financement / revenu disponible brut.
8. La dépense de consommation collective des administrations publiques correspond au financement courant de biens ou services pour la collectivité tels que la défense, la justice ou l'administration.

Source : Comptes nationaux, base 2000, Insee.

### Révisions du PIB en volume

La présente publication apporte des révisions par rapport aux données publiées par l'Insee l'an passé pour les années 2003 et 2004 (publication du 20 mai 2005 des comptes de la Nation). La croissance du PIB pour 2003 en volume est revue en hausse de 0,2 point à 1,1 %. La croissance de l'année 2004 est inchangée. En ce qui concerne 2005, la présente publication fournit la première évaluation de la croissance aux prix de l'année précédente. Une première estimation aux prix de l'année 2000 a été publiée dans les *Informations Rapides* du 31 mars 2006, *Résultats détaillés* du quatrième trimestre de 2005. Cette estimation est révisée en baisse de 0,2 point à 1,2 % (voir la publication ce même jour des *Premiers Résultats* du premier trimestre de 2006).

Même si ce n'est pas le cas pour 2005, l'évaluation de la croissance peut être différente entre les versions trimestrielle et annuelle des comptes nationaux. D'une part, les comptes annuels sont calculés aux prix de l'année précédente alors que les comptes trimestriels sont établis aux prix de l'année 2000 (ils seront prochainement également publiés aux prix de l'année précédente). D'autre part, les comptes trimestriels sont corrigés de l'effet des jours ouvrables, qui peut jouer sur l'évolution annuelle. Cet effet est faible sur l'évolution de 2005, mais il contribue à réduire dans les comptes trimestriels la croissance de 2004 à hauteur de 0,2 point. La décélération de l'activité entre 2004 et 2005, moins marquée dans les comptes trimestriels que dans les comptes annuels, lui est donc en partie attribuable.

### Le taux de marge des entreprises se replie

Le taux de marge des sociétés non financières recule sensiblement en 2005 (30,2 %, alors qu'il s'était globalement maintenu à 30,9 % les deux années précédentes. Ce recul de la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée des entreprises est classique en période de ralentissement de la valeur ajoutée (+ 2,5 % en 2005 après + 3,7 % en 2004), car la rémunération des salariés, bien qu'en décélération, est plus inerte (+ 3,0 % après 3,5 % en 2004). De la sorte, l'excédent d'exploitation des sociétés non financières ne progresse que de 0,4 %.

L'épargne des sociétés continue de reculer en 2005 (- 4,6 % après - 5,7 % en 2004). Outre la faible progression de l'excédent d'exploitation, ce recul provient d'un alourdissement des prélèvements fiscaux. En particulier, l'impôt sur les sociétés progresse sensiblement (+ 2,9 %). Les sociétés tirent profit de la baisse des taux d'intérêt ; malgré leur

endettement, la charge nette des intérêts recule. À l'inverse, la progression des dividendes versés pèse sur l'évolution de l'épargne.

En volume, l'investissement des sociétés non financières reste vif (+ 3,6 % après + 4,7 %). L'investissement en biens d'équipement et en automobiles reste dynamique, mais celui en bâtiment et travaux publics ralentit. L'investissement en services aux entreprises accélère. Sous l'effet conjugué du recul de l'épargne des entreprises et du dynamisme persistant de leur investissement, leur taux d'autofinancement se contracte à nouveau : il s'établit à 70,1 %, contre 77,2 % en 2004 et 87,0 % en 2003.

### La réduction des déficits publics se poursuit

À 2,9 %, le déficit des administrations publiques repasse sous la barre des 3 % du PIB, seuil inscrit dans le pacte de stabilité et de croissance de la zone euro.

Cette réduction du poids des déficits est obtenue grâce à une augmentation des prélèvements obligatoires et à la modération de la dépense publique courante. La plupart des impôts progressent plus vite que le PIB : + 5,4 % pour la TVA, + 5,5 % pour l'impôt sur le revenu + 3,9 % pour l'impôt sur les sociétés, + 7,5 % pour la CSG ; enfin, + 6,8 % pour les taxes d'habitation et + 7,5 % pour les taxes foncières. Les cotisations sociales effectives progressent également plus vite que la valeur ajoutée. Au total, le poids des prélèvements obligatoires dans le PIB augmente de 0,8 point et atteint 43,9 % en 2005.

En parallèle, les administrations limitent la progression de leurs dépenses tout en les réorientant : les investissements progressent vivement (+ 3,5 % en volume correspondant à une évolution de + 7,1 % en valeur après + 5,7 % en 2004), tandis que la consommation collective stagne en volume (- 0,2 %, soit + 1,8 % en valeur compte tenu de la hausse des prix). La progression des prestations sociales s'accroît alors que les transferts sociaux en nature ralentissent, si bien que prestations et transferts sociaux en nature progressent globalement comme en 2004 (+ 4,2 %).

### Bibliographie

« Les comptes des administrations publiques en 2005 : Le déficit passe sous les 3 %, la dette progresse toujours », *Insee Première* n° 1078, mai 2006.

« Les comptes financiers de la Nation en 2005 : nouvel essor de l'endettement des ménages, reprise de celui des entreprises », *Insee Première* n° 1080, à paraître en mai 2006.

« La consommation des ménages en 2005 », *Insee Première* à paraître.

Rubrique « Comptes nationaux annuels », site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

« L'économie française », Rapport sur les comptes de la Nation, édition 2006-2007, Collection *Insee Références*, consultable en juin 2006 sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), à paraître en juillet.

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

### BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1  
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2006

Abonnement annuel :  74 € (France)  92 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

Direction Générale :  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Michel Charpin  
Rédacteur en chef :  
Daniel Temam  
Rédacteurs : R. Baktavatsalou,  
C. Benveniste, C. Dulon,  
A.-C. Morin  
Maquette : Mireille Brunet  
Code Sage IP061077  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2006



**INSEE**  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES